



Général Michel ROQUEJEOFFRE

3 mars 2008

TURBULENCES AU MOYEN-ORIENT

Les phénomènes de turbulences, que ce soit en physique ou en météorologie, se traduisent par des effets de déséquilibres, de comportements difficilement prévisibles pouvant évoluer vers des situations très dangereuses. Il en est de même, en géopolitique, appliqué à un pays, une région ou même un continent.

Je vous parlerai donc ce soir des « Turbulences au Moyen Orient », en axant mon propos sur le cas Iranien.

Une dizaine de pays ont une frontière commune avec l'Iran. Leur situation interne, leur position géographique, leur politique extérieure ont des répercussions sur celle de leur grand voisin.

Le **Turkménistan**, où règne une dictature possède la 5e réserve gazière du monde, exploitée par les grandes puissances. Des tensions existent depuis janvier entre ce pays et l'Iran : le Turkménistan ne fournit plus de gaz à l'Iran. Les raisons : pressions de Washington, droits de la minorité turkmène résidant dans le nord de l'Iran, désaccord sur les prix ? On s'interroge.

L'Afghanistan

En 1992, de crainte de voir un régime radical sunnite s'installer à Kaboul, Téhéran a soutenu les Hazaras (chiites) et Ismaël Khan, chef de guerre tadjik de la région d'Herat. Depuis l'intervention américaine de 2001, l'Iran aide tous les groupes, sunnites ou chiites, qui s'opposent à la présence américaine.

Le **Pakistan** et l'Iran ont collaboré, en 1990, de bien dangereuse façon : c'est le docteur Abdul Qaddeer Khan, père du programme nucléaire pakistanais, qui a fourni à la république islamique des plans et des composantes de centrifugeuses. L'AIEA soupçonne le Pakistan d'avoir vendu de l'uranium enrichi à Téhéran en 2003. A l'heure actuelle, il est très probable que ce pays a cessé sa collaboration avec l'Iran.

L'Arabie saoudite, sunnite et gardienne des lieux saints de la Mecque et Médine, a une solide tradition d'hostilité envers l'Iran. En 2003, après l'intervention des anglo-saxons en Irak ayant donné le pouvoir aux chiites, l'Arabie Saoudite s'est clairement inquiétée de l'influence de l'Iran sur la nouvelle politique irakienne. En 2005, elle a pris nettement position contre le programme nucléaire iranien. L'est du royaume (la région des puits de pétrole) est peuplé de chiites, où Téhéran a déjà fomenté des troubles. C'est un véritable bras de fer entre ces deux pays pour le leadership au Moyen Orient.

Barhein - Cet émirat du Golfe, chiite à 70 %, est gouverné par la minorité sunnite. Annexé à l'empire perse au IXe siècle, le Barhein est toujours considéré par Téhéran comme une province iranienne. Les élections de 1996 ont témoigné d'une nette percée, et donc du réveil, de l'opposition chiite.

Irak - Les lieux saints du chiisme (Nadjaf, Karbala) sont en Irak. Les arabes chiites de ce pays représentent près de deux tiers de la population. Le conflit ancestral entre arabes et perses a joué pendant la guerre Iran- Irak. Aujourd'hui les chiites sont les grands gagnants du conflit irakien. Téhéran les soutient, a infiltré la police et l'armée, et a trouvé une figure de proue en la personne du jeune iman Moktada Al-Sadr pour contester la toute puissance du grand Ayatollah Ali Al-Sistani. Et hier, le président iranien Ahmadinejad était à Bagdad !

La **Turquie** - 7 millions de Kurdes vivent en Iran (p.m. 15 millions en Turquie, 5 millions en Irak). Khomeiny, en 1980, a déclaré « la guerre sainte » contre cette minorité qui depuis 1946 se bat pour son indépendance. Cette guerre, qui continue, a déjà fait plus de 60 000 victimes civiles et détruit 300 villages. Des dizaines de milliers de kurdes se sont réfugiés surtout en Turquie, dans des zones où le PKK est en lutte contre le gouvernement turc.

En plus de ces pays limitrophes, la politique iranienne exerce une forte influence sur celle du Proche Orient, influence qui fera l'objet d'un plus long développement au moment où je traiterai de l'Iran nucléaire.

Mais avant d'aborder cette partie qui sera le centre de mon intervention, je voudrai rappeler quelques données sur l'Iran

Population et religion

La population iranienne, composée d'environ 70 millions d'habitants, présente une situation géographique particulière. Elle est composée de plusieurs groupes ethniques : les Persans, qui représentent la moitié de la population (51 %), sont situés surtout au centre du pays, les Azéris au nord-ouest (25 %), deux fois plus nombreux en Iran qu'en Azerbaïdjan, les Kurdes à l'ouest (10 %), les Baloutches au sud-est (2 %), les Turkmènes au nord-est (2 %). Le pays compte encore d'autres minorités, notamment des Arabes.

La religion musulmane chiite est un élément essentiel de la société iranienne.

Convertis à la religion musulmane dès le VII^e siècle, les Perses ont changé de courant religieux en passant au XVI^e siècle du sunnisme au chiisme, devenu religion d'Etat. Aujourd'hui, l'Iran, dont la grande majorité de la population est chiite (89 % soit 65 millions) regroupe presque la moitié des chiites du monde entier (120 millions) dont la majorité n'est pas arabe. Les sunnites sont de l'ordre de 10%.

Organisation de l'Etat Islamique

Le système institutionnel iranien est très particulier, puisqu'il mêle une double légitimité à la fois religieuse et politique. La légitimité religieuse est incarnée par le **guide suprême de la révolution**, l'Ayatollah Khaméni, désigné à vie par l'**Assemblée des experts**, présidée par l'Ayatollah Rafsandjani. Khaméni est le chef de l'Etat. La

légitimité politique relève du Président de la République et du Parlement.

Le **Président de la République**, Mahmoud Ahmadinejad, est le chef de l'exécutif. Le **Parlement** détient le pouvoir législatif.

Jusque là, tout paraît cohérent mais en réalité, c'est le **guide suprême de la révolution** qui décide de la direction générale du pays. A travers le **Conseil des Gardiens de la Constitution**, dont il désigne les membres, il détient une totale autorité sur les 3 pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Chef des armées, il est le seul autorisé à déclarer la guerre et dispose d'un instrument d'exécution pour les affaires extérieures : le **Conseil Suprême de Sécurité nationale**, qui a un rôle considérable, en particulier dans le dossier nucléaire

Les Forces armées

Elles peuvent être classées en deux catégories, les Forces armées de type classique et les Pasdarans.

Je ne vous présenterai ici que les **Pasdarans** car cette force est directement reliée, elle aussi, à la question nucléaire.

Les Pasdarans ou « milice révolutionnaire » constituent le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique et disposent de leur propre ministère. Leur commandant en chef siège d'ailleurs au Conseil suprême de la Sécurité nationale. Ils sont au nombre de 125 000 et ont pour mission de préserver la République à l'intérieur comme à l'extérieur, où ils soutiennent le Hamas, le Djihad Islamique et le Hezbollah. Ces mouvements anti-israéliens ont des camps d'entraînement en Iran et y disposent d'une représentation diplomatique.

Les Pasdarans sont organisés en quatre composantes : forces spéciales, air, marine et terre.

Leurs **forces spéciales** - dénommées Al-Qods – (entre 2 et 5000 h.), au professionnalisme reconnu par tous les spécialistes, servent de « service action » au pouvoir, intervenant de ce fait à l'extérieur.

Certains de ses membres ont appuyés le Hezbollah dans la guerre contre Israël en 2006. Établie en Irak du Nord depuis 1991, ils ont certainement participé aux opérations dirigées contre les Forces de la Coalition, en particulier Américaines.

Leur **armée de l'air** est symbolique ; leur **marine** (20 000 h.) a le contrôle des missiles de défense côtière, pouvant atteindre 300 km de portée ; elle est spécialisée dans les coups de main menés à bord d'embarcations rapides (rappelez vous la prise en otage des 15 marins britanniques le 23 mars 2007).

Leur **armée de terre** (100 000 h.) (Pour mémoire, l'armée de terre classique est de 300 000 h.) est surtout chargée de la mise en œuvre des armements stratégiques, en particulier des Shahab 1, 2 et 3 Ces deux derniers sont capables d'atteindre tous les pays du Proche Orient et en particulier Israël .

Abordons maintenant la question nucléaire iranienne

D'ABORD, POURQUOI LE REGIME DES MOLLAHS VEUT-IL LA BOMBE ?

Le projet nucléaire iranien relève essentiellement d'une ambition politique. Si l'Iran veut la bombe, ce n'est pas prioritairement pour se mettre à l'abri d'une menace extérieure. Il n'y a plus de menace contre les dirigeants iraniens depuis que les États-Unis les ont débarrassés de leurs deux pires ennemis, le régime des talibans, en Afghanistan, et celui de Saddam Hussein en Irak.

Les motivations iraniennes sont aujourd'hui essentiellement politiques. Le nucléaire est perçu à Téhéran comme un symbole de souveraineté et de modernité. C'est aussi, sans doute un moyen pour les dirigeants iraniens de renforcer leur régime à l'intérieur comme à l'extérieur. A l'intérieur, le programme iranien a acquis, il est vrai, une certaine popularité, en déclarant, à force de propagande, que Téhéran souhaite faire bénéficier son peuple de moyens modernes de production

d'électricité. Ce qui n'est pas faux mais cache la vérité. Vers l'extérieur, ce programme est conçu comme un outil d'influence et de prestige, aussi bien dans la région qu'au sein de la communauté des pays musulmans et du monde en développement.

Il valorise à la fois la nation, la religion, et le régime : une bombe iranienne serait à la fois une bombe « perse », une bombe « chiite », et une bombe « révolutionnaire ». (*Fin diapo 7*)

QUELLES SONT LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET ISRAËL ?

L'ayatollah Khomeyni détestait profondément l'État hébreu, qu'il percevait comme une puissance occupante. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la célèbre déclaration d'Ahmadinejad en octobre 2005 : « L'imam [Khomeini] a dit que ce régime qui occupe Jérusalem devait disparaître des livres d'histoire. Ces paroles étaient sages. Nous ne pouvons pas faire de compromis sur la question de la Palestine. [...] Bientôt, cette tache de honte sera expurgée du cœur du monde musulman - ceci est à notre portée ».

L'Iran révolutionnaire veut-il détruire Israël ? Sans doute pas au sens militaire du terme. Ahmadinejad et ses alliés cherchent d'abord à altérer la légitimité d'Israël, état juif reconnu par l'ONU, avant de s'attaquer à son existence, et de faire alors « la grande Palestine »

Il s'agit donc, dans un premier temps, d'aider et de renforcer la cause palestinienne. Pour cela, l'Iran, comme on l'a vu auparavant, soutient le combat du Hezbollah depuis le Liban, celui du Hamas depuis la bande de Gaza, et celui du Djihad islamique depuis la Cisjordanie. Les deux premiers ont d'ailleurs formé un véritable joint-venture en mars 2004, se promettant mutuellement de coordonner leurs attaques contre Israël. Des campagnes simultanées et massives de terrorisme de la part de ces trois groupes pourraient sans doute altérer profondément la donne politique en Israël.

Il s'agit ensuite d'affaiblir **militairement** ce pays afin de renverser, dans ce domaine, l'image d'un État supérieur à ses voisins. Cette bataille a déjà commencé avec la provocation délibérée du Hezbollah, le 12 juillet 2006, lors de l'enlèvement de deux soldats israéliens. Cette

action, qui a déclenché la guerre, n'a pu avoir lieu qu'avec l'assentiment de l'Iran.

Quel que soit le bilan objectif que l'on peut tirer de la guerre du Liban de juillet 2006, Téhéran estime sans doute avoir réussi son coup : entamer le processus d'affaiblissement d'Israël et affirmer la puissance chiite dans la région.

Pour Israël, l'enjeu est de taille. Depuis 1973, le pays ne connaissait plus de menace militaire de nature à mettre en cause son existence en tant qu'Etat. Or, un Iran nucléaire signifierait que, pour la première fois dans l'histoire du pays, un État ne reconnaissant pas son existence aurait techniquement la capacité, à lui seul, de lui infliger des dommages tels que sa survie même pourrait être mise en cause. Les Shahab 3 atteignent Israël !

Face à la menace iranienne, Israël a jusqu'à présent choisi de soutenir les efforts diplomatiques de la communauté internationale, et de continuer son programme de défense antimissile. Mais la patience de l'Etat hébreu aura des limites. Si les Etats-Unis et l'Europe choisissaient, pour quelque raison que ce soit, de laisser le programme iranien aller jusqu'à son terme, Israël ne laisserait pas l'Iran se doter de la bombe sans réagir. Il ne fait aucun doute que Tel-Aviv prendrait alors une initiative militaire, comme il l'avait fait en 1981 contre l'Irak, en bombardant la centrale nucléaire Osirak.

Venons-en au cœur du problème

UN IRAN ACCÉDANT AU NUCLÉAIRE MILITAIRE ENTRAÎNERAIT UNE PROLIFÉRATION GÉNÉRALISÉE ET UN MOYEN-ORIENT VASSALISÉ.

La prolifération généralisée

Le traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un des traités les plus universels qui soient. Tous les membres de l'ONU y ont adhéré, à l'exception de l'Inde, d'Israël et du Pakistan. Le tabou du retrait a été brisé par la Corée du Nord. Si l'Iran devait faire de même,

ce second retrait pourrait bien porter un coup fatal à l'édifice, qui en viendrait, à force de retraits successifs, à s'effriter, puis à s'effondrer. A n'en pas douter, le Japon et Taiwan seraient alors tentés de franchir le pas. D'autres pays, tels que le Brésil, l'Afrique du Sud, voire l'Australie, qui disposent tous trois d'infrastructures nucléaires, pourraient envisager de faire de même. On objectera que les Etats-Unis et l'Europe ne laisseraient sans doute pas sans réagir une telle prolifération se développer ; mais c'est oublier que, par définition, si l'Iran était arrivé au seuil nucléaire, cela signifierait que les Occidentaux n'avaient pas su, pas pu ou pas voulu l'en empêcher.

C'est au **Moyen-Orient** que les conséquences d'un affaiblissement de la norme de non- prolifération seraient sans doute les plus fortes. Il risquerait d'y avoir en effet dans cette région à la fois « **prolifération par protection** » et « **prolifération par imitation** ».

Le premier cas, **la prolifération par protection**, concerne **l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, la Jordanie et la Turquie**. Les trois premiers pays, voisins de L'Iran, sont aujourd'hui sous protection occidentale, mais leurs relations avec les Etats-Unis et l'Europe sont souvent difficiles, et il n'est pas certain qu'ils voudraient remettre leur sécurité exclusivement entre les mains de l'Occident face à l'armement nucléaire iranien qu'ils considèrent comme une menace mortelle. Les pays du Golfe n'ont pas d'infrastructures nucléaires, mais ils ont des capitaux à profusion. Or, le développement économique et les besoins croissants en eau potable de la région sont un paravent rêvé pour le développement des complexes nucléaires. Notons également que, dans le cas saoudien, une autre stratégie serait concevable : un appel pressant au fidèle partenaire pakistanais pour que celui-ci déploie, moyennant finance, des missiles et des armes sur le territoire saoudien, ce qui serait une forme de garantie de sécurité pour Riyad. La **Turquie**, disposant déjà d'un minimum de savoir-faire dans le domaine nucléaire, pourrait accéder facilement au nucléaire militaire.

Le deuxième cas, **la prolifération par imitation**, concerne la Syrie, peut être l'Egypte et l'Algérie.

La **Syrie**, et l'Iran ont depuis longtemps scellé une alliance commune contre les Etats-Unis et Israël, qui s'est renforcée avec l'apparition d'un nouvel adversaire : le « camp arabe pragmatique » des sunnites. Mais, depuis l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic Hariri, la Syrie est isolée et fragilisée face aux pressions occidentales et de l'ONU. Le pouvoir du président, Bachar-el-Assad, est affaibli par l'indépendance qu'ont pris l'armée et les services de renseignements. Cela accroît considérablement la dépendance de Damas vis-à-vis de Téhéran. Mal à l'aise face à la supériorité militaire israélienne, et désireuse de récupérer le plateau du Golan, la Syrie pourrait voir dans un programme nucléaire iranien un moyen de sanctuariser son territoire. Une autre possibilité, peut être plus probable, serait pour elle d'accueillir des armes nucléaires de Téhéran.

Par le passé, l'**Egypte** a eu un programme nucléaire à vocation militaire, et se perçoit volontiers comme un leader du monde arabe. L'émergence d'un second Etat nucléaire dans la région lui laisserait encore la possibilité d'être le **premier pays arabe** à se doter de cette arme. Il n'est pas certain qu'elle laisserait passer cette chance.

L'**Algérie** a eu aussi des activités nucléaires suspectes. Elle dispose, dans le Sahara, à Aïn Oussera, d'un centre de recherches nucléaires bien protégé, construit avec l'assistance de la Chine, qui n'a été découvert qu'en 1991. Ce centre, qui comprend notamment un réacteur «de recherche» à eau lourde, est idéalement configuré pour la fabrication de plutonium de qualité militaire. L'Algérie, sur pression occidentale, a alors signé le TNP et a mis ce centre de recherches sous contrôle. Mais en cas d'effondrement du régime de non- prolifération, ce pays pourrait tout à fait s'engager dans la voie de l'atome militaire, disputant ainsi à l'Egypte le leadership de la « course à la bombe » dans le monde arabe .

Un Moyen Orient vassalisé

Depuis la révolution islamique, L'Iran a un lourd passé d'actions de déstabilisation et de terrorisme, de l'attentat du Drakkar et du QG

américain à Beyrouth en 1983 à celui des Khobar Towers en Arabie Saoudite en 1996.

Lorsque l'on voit la manière dont une République islamique se comporte, on frémit à l'idée de voir ce régime agir à sa guise dans la région à l'abri de son «parapluie nucléaire». C'est là le grand danger d'un Iran nucléaire : non pas tant l'usage direct de la bombe que son usage indirect.

En fait, la stratégie iranienne vise, ni plus ni moins, à remodeler la carte du Moyen-Orient. Le projet iranien va loin. Le régime actuel refuse l'influence occidentale au Moyen-Orient, entend faire de l'Iran une puissance dominante dans la région, et même un modèle alternatif de civilisation pour les pays islamiques.

Ahmadinejad a déclaré en 2006 à l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, que « si l'Amérique et la Grande-Bretagne ont gagné la précédente guerre mondiale, c'est l'Iran qui gagnera la prochaine ». L'ayatollah Khamenei l'a dit clairement « Les Américains ont leur plan pour la région ; nous aussi, nous avons le nôtre. »

La stratégie de l'Iran pourrait se déployer sur trois terrains.

En **Irak**, un soutien encore plus accru serait apporté aux milices chiites favorables à Téhéran.

Dans le **Golfe**, ensuite, l'Iran cherchera à affaiblir l'**Arabie Saoudite**, avec, en cas d'éclatement du pays la perspective de placer sous son aile les zones pétrolifères du nord-est, à dominante chiite. Et Téhéran chercherait certainement à vassaliser l'émirat de **Bahreïn**, dont la population, je le rappelle, est majoritairement chiite.

L'idée serait d'assurer la domination iranienne sur l'ensemble du Golfe - qui deviendrait alors non plus « **arabo-persique** », mais tout simplement « **persique** » - et, ainsi, posséder l'ensemble des gisements pétroliers du Moyen Orient, zone la plus vitale pour l'économie mondiale. Bien entendu, l'Iran rechercherait aussi le départ des forces militaires occidentales, notamment américaines et britanniques, stationnées dans la région,

Mais c'est au **Proche-Orient** que pourrait se jouer la bataille finale. En février 2004, Téhéran a fait de son partenariat avec Damas une véritable alliance de défense mutuelle. Les deux pays étaient déjà les coparrains du Hezbollah. L'invasion de l'Irak et l'isolement de la Syrie ont conduit à leur rapprochement militaire, et leurs relations ne cessent de se renforcer. Pour un Iran nucléaire, la Syrie serait un complice de choix, qu'il pourrait placer sous son aile. Le Hezbollah, créature de l'Iran révolutionnaire, et le Hamas, auquel Téhéran apporte un soutien de plus en plus marqué, seraient alors beaucoup plus libres d'agir à partir du territoire syrien.

POURRAIT-ON DISSUADER UN IRAN NUCLARISÉ ?

C'est loin d'être certain. Car, le régime iranien, mystique et révolutionnaire, est marqué par une véritable « culture de la mort », dont l'exaltation du martyr est une caractéristique essentielle. Ce thème est décliné à l'envie par les dirigeants du pays. L'ayatollah Khomeyni le disait déjà en 1980 : « Nous ne vénérons pas l'Iran, nous vénérons Allah. Je vous le dis : ce pays peut bien partir en fumée, du moment que l'islam en ressort triomphant dans le reste du monde. » Et il serait pour le moins hasardeux de parier sur la réceptivité à la dissuasion d'un Mahmoud Ahmadinejad. Le président iranien est un mystique - certains diraient un illuminé - pour lequel le nucléaire est une « bénédiction divine ».

L'EUROPE EST-ELLE MENACÉE ?

Sans évoquer la capacité aujourd'hui peu probable de frapper l'Europe par des missiles de croisière, un Iran abrité derrière son parapluie nucléaire, serait en position de faire peser un chantage sur les européens, en particulier sur leur approvisionnement en pétrole dont une grande partie transite par le détroit d'Ormuz. Les Européens sont également susceptibles de provoquer l'ire des dirigeants iraniens en tant qu'alliés des États-Unis, participant aux opérations de contre-terrorisme et de stabilisation en Afghanistan et en Irak, ainsi qu'à la force d'intervention des Nations unies au Liban. Ahmadinejad a lancé

l'avertissement suivant en octobre 2006 : « Nous avons dit aux Européens : les Américains sont loin, mais vous, vous êtes des voisins de la région. [...] Nous souhaitons vous dire que le monde est comme un océan : si une tempête se lève, elle ne se limitera pas à la Palestine, et vous pourriez en souffrir. »

Y A-T-IL UNE MENACE PARTICULIERE POUR LA FRANCE ?

La France a de nombreuses raisons de craindre un Iran nucléaire. La République islamique s'est plusieurs fois affrontée, directement ou indirectement, à notre pays.

Les raisons : accueil de Shapour Bakhtiar, de Bani Sadr, des Moudjahiddines du peuple ; soutien français à l'Irak, lors de la guerre Iran - Irak). Aujourd'hui, son implication affirmée au Liban, surtout depuis l'assassinat de Rafic Hariri et sa participation à la Finul II, continue à faire de notre pays une cible potentielle. Il joue en ce moment un rôle de premier plan dans les pressions sur la Syrie « la Syrie doit arrêter de parler et doit démontrer » (Sarkozy –Janvier 2008). De plus, la France entretient des accords de défense et de sécurité avec les Émirats arabes unis, le Koweït, et le Qatar – qui devrait l'amener à soutenir ces pays en cas d'agression iranienne. D'ailleurs, elle disposerait bientôt d'une base interarmées aux Emirats.

UN POINT SUR LES EFFORTS DIPLOMATIQUES

Entre 2003 et 2005, la crise iranienne était une course de lenteur: l'Europe s'évertuait à retarder le programme iranien et l'Iran cherchait à retarder la transmission de son dossier au Conseil de sécurité des Nations unies. Elle est devenue, depuis l'été 2005, une course de vitesse : Téhéran accélère son programme et les Occidentaux font monter la pression diplomatique.

Où en est-on en 2008 ?

Le conseil de sécurité a adopté les résolutions 1737 du 23 Décembre 2008 et 1747 du 24 mars 2007. Elles font appel à un certain nombre de sanctions économiques et politiques, qui, pour le moment, n'empêchent pas Téhéran de continuer son programme d'enrichissement de l'uranium. **Quelques sites très importants** : à **Nantaz**, par le biais de centrifugeuses de 2eme génération ; à **Ispahan**, chargé de l'étape qui précède l'enrichissement ; à **Arak** où se trouve un réacteur à l'eau lourde adapté à la production de plutonium militarisable ; à **Bushehr**, où existe une centrale nucléaire, de fabrication russe en voie d'achèvement, posant quelques problèmes russo-iranien de destination (électricité ou plutonium).

Fin février, l'AIEA a confirmé lors d'une réunion à huit clos à Vienne, détenir des documents indiquant que Téhéran a conduit des travaux sur la mise au point d'une ogive nucléaire.

Au vu du dernier rapport de l'AIEA, les grandes puissances se sont accordées sur le texte d'une troisième résolution de sanctions, qui, pourrait être votée début Mars, assorti peut être, d'une offre de coopération avec l'Iran, déjà faite en 2006.

Les efforts diplomatiques ont donc jusqu'à présent été vains .

MAIS A TERME, DES SANCTIONS DURCIES PEUVENT-ELLES FAIRE PLIER TEHERAN ?

Ce n'est pas exclu. Les sanctions de l'ONU, doublées de mesures unilatérales prises par les Etats-Unis et l'Europe (limitation de l'accès de l'Iran aux marchés financiers internationaux et des investissements dans le pays) commencent déjà à faire mal à l'économie iranienne.

De fait, depuis l'été 2005, cette dernière, majoritairement sous le contrôle de l'État et des «fondations» religieuses, fait l'objet d'un pilotage à courte vue, axé sur la redistribution massive de la rente pétrolière. Certes, la croissance reste forte, mais elle est fragile. **Il y a donc aujourd'hui un débat à Téhéran. En simplifiant à l'excès, disons qu'il y a, d'un côté, ceux qui militent en faveur de l'ouverture, et de l'autre, ceux qui poussent à la fuite en avant.**

Dans le **premier camp**, représenté par Hachemi Rafsandjani, président du Conseil des gardiens de la Révolution et de l'Assemblée des experts, l'on trouve ceux qui s'inquiètent de la situation, estiment qu'elle pourrait conduire à des troubles politiques internes, et ne veulent pas que l'Iran soit stigmatisé et isolé comme la Corée du Nord. Rafsandjani est réputé rechercher la coexistence avec l'Occident pour assurer la survie du régime. Ce n'est pas exactement le « modéré » que l'on décrit parfois, mais c'est un « pragmatique ». Il y aurait donc davantage de chances pour une négociation.

Le **second camp**, représenté par Mahmoud Ahmadinejad, pousse au contraire à la fuite en avant, sans doute pour créer une crise internationale majeure qui verrait, espère-t-il, le monde musulman resserrer les rangs autour de l'Iran. Mais le président iranien est de moins en moins populaire, et en butte à des critiques ouvertes dans le camp conservateur, au bénéfice d'autres radicaux, tels que Mohamad Bagher Ghalibaf, un « jumeau » d'Ahmadinejad, comme lui un ancien pasdaran, devenu maire de Téhéran en 2006.

Le **guide suprême**, arbitre de l'équilibre des pouvoirs, et que l'on dit inquiet de la trajectoire suivie par le président, sifflera-t-il la fin de la récréation ? Ce n'est pas exclu. Ali Khamenei tente de restreindre la marge de manœuvre du président. Il pourrait un jour décider de l'évincer et de le faire remplacer par Rafsandjani. Après tout, la mise sur orbite d'Ahmadinejad était, pour Khamenei, un moyen de disposer d'un président fusible, d'un « *idiot utile* » dont il serait possible de se débarrasser au moment opportun. Ce n'est sans doute pas un hasard si le Parlement souhaite que les prochaines élections présidentielles, prévues pour juin 2009, se tiennent dès 2008.

Autre solution, le guide suprême pourrait aussi choisir, pour remplacer Ahmadinejad, non pas Rafsandjani mais le radical Mohammad Ghalibaf. Ce serait sans doute, pour les Occidentaux, tomber de Charybde en Scylla.

Il existe enfin un scénario du pire, celui dans lequel la créature Ahmadinejad se retournerait contre son géniteur, avec l'aide de ses alliés, car il en a, au sein de l'Assemblée des experts, des *pasdarans* et des miliciens *bassidjii*,...

Le programme nucléaire a pris une telle importance dans la vie politique iranienne que les dirigeants du pays ont peut-être créé une machine folle qu'ils ne pourront pas arrêter. Ahmadinejad lui-même comparait le programme iranien, en février 2007, à «un train sans freins et sans marche arrière ». Khamenei lui-même pourrait-il prendre une telle décision sans risquer d'être destitué ? Ce n'est pas certain. Il n'a pas la légitimité qui était celle de l'ayatollah Khomeyni lorsqu'il avait décidé d'accepter un cessez-le-feu contre l'Irak en 1988..

Autrement dit, le scénario optimiste du règlement pacifique de la crise n'est pas celui qui a le plus de chances de se réaliser.

C'EST ALORS, CELUI DE LA GUERRE CONTRE L'IRAN QUI SE RAPPROCHE DOUCEMENT.

Cette guerre n'est pas « programmée », car les Etats-Unis ne sont certainement pas demandeurs d'un nouveau conflit dans la région. Mais Washington se priverait d'un moyen de pression utile, s'il proclamait ouvertement l'exclusion de l'emploi de la force militaire.

Cette décision ne pourrait qu'encourager ceux des dirigeants iraniens qui poussent à la fuite en avant.

Il y a bien entendu des plans américains de frappe contre l'Iran. Le travail des états-majors, c'est de faire des plans... Mais cela ne signifie aucunement que l'Amérique soit à la veille de les exécuter. En fait, jusqu'à présent, la politique américaine est plutôt restée modérée. Les Etats-Unis se sont bien gardés d'appeler au «**changement de régime** » comme en Irak. Ils souhaitent un « **changement de comportement du régime** ». Devant l'obstination iranienne, la stratégie américaine consiste maintenant à accroître graduellement la pression sur Téhéran, tout en laissant la porte ouverte aux négociations.

Mais l'Iran estime être aujourd'hui en position de force. Certains à Téhéran pensent que les États-Unis ne sont pas en mesure de se lancer dans une nouvelle aventure. C'est notamment le cas d'Ahmadinejad, mais aussi de membres de son gouvernement. Ils pensent également que le successeur de George Bush, quel qu'il soit, sera plus accommodant.

Ils se trompent lourdement. Le contentieux entre les deux pays date de la prise d'otages de l'ambassade américaine (1979) et s'est aggravé depuis (action du Hezbollah soutenu par Téhéran, jeu trouble de certaines factions iraniennes en Irak et en Afghanistan). Il est suffisamment important pour créer un consensus dans la classe dirigeante américaine sur le caractère inacceptable d'une « *bombe entre les mains des mollahs* ».

Or Bush se moque des sondages et se préoccupe avant tout, aujourd'hui, de sa place dans l'histoire ; s'il estime que la sécurité des intérêts américains impose de frapper l'Iran, il le fera. Bush voudra-t-il passer dans l'histoire comme le président qui n'a pas laissé l'Iran *des mollahs* devenir une puissance nucléaire ? Peut être.

La situation en Irak ne l'empêche nullement d'agir contre l'Iran. En effet, il ne saurait être question d'une opération aéroterrestre massive. La seule option crédible serait d'avoir recours aux bombardiers et aux missiles de croisière, ainsi peut-être qu'aux forces spéciales, et l'engagement américain en Irak n'exclut nullement l'usage de ces moyens.

En raison de l'ampleur du programme iranien, une telle opération impliquerait peut-être plusieurs centaines d'appareils, et se déroulerait en tout état de cause sur plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Elles viseraient la destruction ou la neutralisation des installations nucléaires iraniennes, en particulier Nantaz. La stratégie poursuivie n'aurait pas pour but de les éliminer totalement mais tendrait plutôt à retarder autant que possible l'effort iranien, en espérant que des changements politiques puissent avoir lieu dans le pays d'ici là .

Bien évidemment, il y aurait une riposte iranienne. Celle ci pourrait porter sur les forces américaines en Irak et en Afghanistan, les bases des États-Unis dans le Golfe, qui encerclent l'Iran. Elle pourrait viser le territoire israélien (par exemple un tir de missiles Shahab-3 sur le complexe nucléaire de Dimona). Mais il n'est pas certain que ces risques soient de nature à inhiber une action militaire contre l'Iran Les Etats-Unis auraient probablement à cœur d'avertir l'Iran qu'une riposte de sa part ouvrirait la voie à une escalade dont il ne pourrait sortir gagnant ; ils pourraient alors, par exemple, menacer de bombarder les

infrastructures pétrolières du pays, ce qui priverait le régime de son principal levier de pouvoir interne. La réaction de la population iranienne à une telle opération est difficile à prévoir. Parier sur un soulèvement général serait hasardeux. Mais affirmer qu'elle ferait naturellement corps avec ses dirigeants serait imprudent.

Une action militaire sur l'Iran aurait certainement de très graves conséquences pour les Occidentaux, la Chine, l'Inde, ... : en particulier, montée en flèche du prix du baril de pétrole, tempérée par l'utilisation massive des pétrodollars des pays du Golfe pour des achats de biens à l'étranger ; fermeture du détroit d'Ormuz, qui pourrait être pallié, au moins partiellement, en ayant recours au réseau d'oléoducs extérieurs à l'Iran et en observant que cette fermeture priverait l'Iran de sa source principale de revenus.

Cette opération préventive, « agir avant que l'Iran ne possède l'arme nucléaire » (Premier scénario) reste pour les États-Unis une option de tout dernier recours. Mais ceux qui la défendent estiment que l'autre option, « intervenir après la possession de la bombe atomique » (Deuxième scénario) serait pire - car le prochain conflit au Moyen-Orient risquerait certainement d'être nucléaire.

Dans tous ces cas de figure, la fuite en avant de l'Iran nous entraîne bien dans une logique de guerre.

QUE RISQUE-T-IL DE SE PASSER EN 2009 ?

Téhéran fait tout pour présenter la crise actuelle comme un affrontement avec les États-Unis, mais c'est avec le soutien du Brésil, de l'Égypte et de l'Inde que son dossier a été transmis à l'ONU ; et c'est à l'unanimité, avec les voix de pays tels que l'Afrique du Sud et l'Indonésie, que le Conseil de sécurité a imposé des sanctions à Téhéran.

Si les Iraniens décidaient de faire le gros dos en attendant le successeur de M. Bush et suspendaient leur programme nucléaire d'une manière visible et vérifiable, l'option d'une frappe américaine ne serait pas fermée pour autant. Face à un président démocrate, Téhéran s'empresserait sans doute de reprendre de plus belle ses activités, en

pensant échapper au risque de **l'opération préventive (premier scénario)**. Ce qui serait sans doute une erreur.

Mais, il pourrait être tentant, pour les dirigeants d'un régime désireux de relégitimer la révolution islamique, de célébrer le trentième anniversaire de cette révolution, le 16 Janvier 2009, par un acte symbolique majeur : **un essai nucléaire dans le désert iranien de Dasht-e Lut**. Or, cet anniversaire correspondra à quelques jours près, au départ de George Bush de la Maison-Blanche (le 20 janvier). Ne serait-ce pas le moment rêvé pour une nouvelle humiliation de l'Amérique ? **Et se déclancherait certainement le deuxième scénario : le conflit nucléaire.**

EN CONCLUSION, il reste un peu plus d'un an, deux ans au mieux, pour éviter les deux scénarios noirs que j'ai évoqué : **la guerre préventive** ou **la guerre nucléaire** cette dernière débouchant sur des frappes réciproques. Il faudra, pour cela, obtenir une solidarité sans faille entre les pays membres du groupe des « 5+1 » (Conseil de sécurité plus Allemagne), où la Russie joue un double jeu et la Chine a une position ambiguë. Il faudra absolument poursuivre jusqu'au bout l'effort diplomatique, en soutenant l'AIEA dans ses investigations. Il faudra qu'Israël ne tente pas un geste désespéré..... et surtout, espérer que les dirigeants iraniens préféreront le choix de la raison à celui de la passion.

Personnellement, je pense que ce n'est pas gagné, et je crains que les turbulences ne deviennent des tornades meurtrières.

LISTE DES OUVRAGES SUR LA GÉOPOLITIQUE DU MOYEN-ORIENT

- 1 - **L'axe Irano-Syrien** - Masri FEKI (Chronique 31)
- 2 - **Iran, la prochaine guerre** - Bruno TERTRAIS
- 3 - **L'Iran et le nucléaire - Les tourments perses** - François GÉRÉ
- 4 - **Moyen-Orient : instabilités internes** - Politique étrangère 1/2007
- 5 - **Atlas Géopolitique** - Yves LACOSTE (Chronique 27)
- 6 - **Géopolitique de la Méditerranée** - Yves LACOSTE
- 7 - **Afrique du Nord - Moyen Orient - Le Moyen Orient en crise** – Etudes de la documentation française
- 8 - **L'Iran, la bombe et la démission des nations** - Thérèse DELPECH (Chronique 14)
- 9 - **La porte du Scorpion** - Richard CLARKE (Chronique 7)
- 10 - **Iran : la prochaine guerre** - Alain RODIER
- 11 - **L'Iran face au monde** - Sophie CHAUTARD (Chronique 29)
- 12 - **Asie centrale, la dérive autoritaire** - Marlène Laruelle – Sébastien Peyrouse (Chronique 5)